



**PROCÈS-VERBAL
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ACADÉMIQUE
DU 21/01/22 - EN VISIOCONFÉRENCE**

La séance est ouverte à 14h07

La liste des membres participants à la séance est portée en annexe 1.

Un secrétaire de séance adjoint est désigné parmi les représentants du personnel : M. Bruno DEZILE-
CGT EDUC'ACTION

M. le recteur introduit la séance et rappelle l'ordre de jour :

1. Désignation du secrétaire adjoint de séance
2. Approbation du PV CHSCT-A du 23/03/21,16/04/21,12/05/21 et 23/08/21
3. Point sur la situation sanitaire
4. Organisation de la visite du collège de Dembéni et du lycée de Kahani
5. Questions diverses.

Afin d'apporter les dernières informations sur l'évolution de la situation sanitaire et à votre demande, le Docteur JEAN Maxime, chef de la veille et sécurité sanitaire de l'ARS Mayotte est l'invité de cette réunion. Il nous fera un point sur la situation épidémique du département et répondra à nos interrogations à ce sujet.

Partie 1 : Point non soumis au vote :

Déclaration CGT (cf. annexe2)

CGT EDUC'ACTION : Nous vous avons envoyé notre déclaration liminaire et le courriel concernant le lycée de Kahani avant cette réunion. Etant en visio-conférence et afin de ne pas perdre du temps, nous ne ferons pas la lecture de notre déclaration.

M. le DRH : Concernant le courriel que vous avez envoyé à l'ensemble des membres CHSCT et adressé à la secrétaire du CHSCT, juridiquement la signature des comptes rendus des visites n'est pas obligatoire. Les comptes rendus doivent être rédigés de manière à rendre compte des échanges et des positions de chacun.

Vous avez raison de soulever l'obligation de vote pour l'appréciation de l'existence ou non d'un danger grave et imminent. En cas de désaccord entre l'employeur et le CHSCT, l'ISST est saisi. Si les personnels exercent leur droit de retrait alors que le CHSCT n'a pas reconnu l'existence d'un danger grave et imminent, l'employeur peut procéder à un retrait de salaire, nous n'avons pas agi ainsi. Dans le cas soulevé, nous n'étions pas sur un désaccord entre employeur et CHSCT.

Nous nous sommes davantage focalisés sur les mesures qui peuvent être prises pour améliorer les conditions de travail dans les établissements.

CGT EDUC'ACTION : Effectivement, le rectorat est à l'écoute et peut être réactif. À chaque fois que les collègues se sont manifestés, malheureusement, c'était fondé. Les collègues sont certes dans l'instantanéité face à une situation qui peut être très pesante, voire grave. Les collègues ont besoin de garanties sur la réalisation des mesures annoncées.

M. le Recteur : Je note votre alerte sur notre capacité à mettre en place les mesures qui ont été annoncées. Ainsi, il est proposé de programmer un CHSCT régulier notamment pour faire un point sur

les mesures sur lesquelles nous nous sommes engagées et les adapter suivant l'évolution de la situation dans les établissements visités

FSU : Est-il possible d'inclure la problématique du collège de Koungou ? Je vous ai alerté sur ce collège en fin d'année et à ce jour, je n'ai pas eu de retour. Ce sera bien de faire un point sur le suivi des problématiques du collège de Koungou.

Point sur la situation sanitaire

Chef de la veille et sécurité sanitaire : Actuellement, nous observons une forte décroissance de l'épidémie, semblable à la croissance fulgurante que nous avons connue au début de cette vague liée au variant Omicron. Le pic de l'épidémie est passé, nous nous orientons vers une sortie de la vague. Pour autant, aujourd'hui, les nouveaux cas enregistrés restent supérieurs à ceux comptabilisés lors de la vague précédente. Le taux d'incidence est désormais sous le seuil de 1 000 cas pour 100 000 habitants.

Nous observons une forte décreue du nombre de cas covid chez les personnes âgées de plus de 65 ans, les personnes qui présentent un risque plus élevé de développer la forme grave de la maladie.

Nous constatons également une diminution de la circulation du virus chez les jeunes et les enfants en âge d'être scolarisés.

Nous avons abordé cette rentrée scolaire avec une certaine inquiétude, du fait de la forte propagation du variant et de la difficile limitation du brassage en milieu scolaire. C'est ainsi que nous nous sommes concertés avec le rectorat pour mieux la sécuriser. À plus de 10 jours de la rentrée, nous constatons que la rentrée scolaire n'a pas eu d'effet sur les données épidémiologiques.

En ce moment, il n'y a plus des flux de patients covid que ce soit à l'hôpital ou chez les médecins de ville ou dans les dispensaires. Nous constatons aussi une diminution des nombres de tests covid réalisés sur l'île.

M. le Recteur : Nous avons mis à disposition des masques FFP2, et des commandes sont en cours pour renflouer nos stocks. A partir de la semaine prochaine, nous reviendrons à un fonctionnement normal pour permettre aux élèves de revenir aux lycées tous les jours.

Concernant le recrutement, nous avons fait ce qu'on a pu pour procéder au recrutement de remplaçants. Mais compte tenu des problèmes de viviers, nous n'avons pas trouvé assez de candidats. Nous continuons à chercher des candidats pour renforcer nos équipes.

Nous avons proposé au ministère d'avoir recours à la liste complémentaire des enseignants. Ces collègues intégreront le M1 l'année suivante et pourront suivre leur parcours de formation classique.

M. le SG : Lundi, nous attendons une livraison des masques chirurgicaux pour l'ensemble des personnels et une première livraison de masques FFP2. En dépit de la décroissance de la pandémie sur le territoire, nous allons distribuer des masques.

Des moyens supplémentaires nous ont été alloués :

- L'équivalent de 20 ETP d'AED covid.
- 10 000 HSE pour les AED.
- Recrutement de 11 contractuels dans le 1^{er} degré et 11 dans le 2nd degré, et ce, jusqu'à la fin de l'année. Ces personnels viendront en renfort à nos brigades de remplacements dans le 1^{er} degré et nos contractuels des zones de remplacements dans le 2nd degré.

Ces moyens supplémentaires peuvent jouer un rôle important pour garantir l'accueil des élèves en cas d'absence liée au covid.

Chef de la veille et sécurité sanitaire : Les centres de dépistage ont été ouverts pour compléter les offres de dépistages de l'île. Aujourd'hui, les demandes de dépistage ont beaucoup diminué. Le maintien de centres de dépistage réservés n'est plus justifié. En effet, les personnels peuvent se faire dépister facilement sur l'île, les centres de dépistage ne sont plus saturés.

M. le Recteur : Par précaution, nous allons garder encore ouvert un centre de dépistage, celui situé à Tsingoni.

FSU : Combien il y a-t-il de classes fermées ? Peut-on connaître le nombre de cas comptabilisés en milieu scolaire ? Peut-on également avoir le taux d'absence des enseignants ?

S'agissant des équipements, il a été annoncé la mise à disposition des masques FFP2 pour les personnels qui le souhaitent. Combien de masques chirurgicaux sont disponibles par établissement ? Monsieur le recteur a annoncé un taux d'équipement en capteurs de CO2 dans 70% des établissements, est-ce bien cela ? Le taux annoncé est bien supérieur au niveau national qui est de 50%.

Un autre élément qui nous paraît important, c'est de connaître le nombre de capteurs de CO2 par établissements ?

Sur le recrutement, vous avez prévu de recruter combien ? Et combien sont fait ? Combien d'AED ? Y a-t-il d'autres contrat LAC ?

Il y a eu une coupure d'eau au LPO du nord, cette coupure durerait depuis hier, les personnels n'ont pas été prévenus. Demain, des cours y sont prévus, est-ce qu'une coupure d'eau a été annoncée par la SMAE ? Est-il possible prévenir les personnels en cas de coupure d'eau pour éviter qu'ils ne se déplacent pour rien ?

M. le Recteur : Comme vous, nous n'apprécions pas de ne pas être prévenus. Hier, nous avons dû fermer des écoles préventivement, car la SMAE nous a annoncé une coupure d'eau et qu'au final il n'y a pas eu de coupure.

M. le Directeur du cabinet : Nous agissons avec les éléments à notre disposition dans l'intérêt des élèves et des personnels. Dès lors que nous avons une certitude de la coupure d'eau, nous informons les usagers. Nous ne sommes pas comptables des défaillances de la SMAE.

M. le Recteur : Quant à votre interrogation sur les capteurs de CO2, notre objectif est d'avoir une couverture de 100 % des établissements et d'en avoir en moyenne 2 ou 3 par établissement.

M. le SG : Une précision concernant le financement des achats des capteurs de CO2, les collectivités ont une compensation financière de l'Etat de leur achat contrairement à nous. Le calendrier d'équipement des capteurs de CO2 pour les communes a été repoussé au 15 avril prochain.

M. le Recteur : En termes de fermetures de classe, nous avons aujourd'hui 5 classes dans le 1^{er} degré et 7 dans le 2nd ainsi qu'une vingtaine de classes fermées faute d'enseignant. Nous restons sur une fermeture de classe dès 20 % de taux de positivité.

CGT EDUC'ACTION : Certains de nos collègues ont des troubles digestifs, des états grippaux tout en ayant des tests covid négatifs, est-ce que d'autres épidémies circulent sur le territoire ?

Chef de la veille et sécurité sanitaire : Nous avons eu 3 épidémies d'infection virale chronique :

- 1) La grippe : nous sommes sortis depuis quelques jours de l'épidémie de grippe, de façon plus prématurée que les années précédentes.
- 2) La bronchiolite : qui nous inquiétait plus particulièrement, qui a contraint le CHM d'activer le plan blanc. Avec un nombre très important d'enfants qui présentaient une forme très grave de la maladie. On note une amélioration de la courbe et du nombre d'hospitalisation, nous espérons une sortie de l'épidémie d'ici quelques jours.
- 3) Le covid, qui a été évoqué.

CGT EDUC'ACTION : Quel variant covid circule sur le territoire en ce moment ?

Chef de la veille et sécurité sanitaire : Ailleurs (France, en Asie...), le variant Omicron est arrivé en compétition avec le variant Delta. Sur le territoire nous n'avons pas connu de vague Delta, la contamination sur l'île est à 99.7 % liée au variant Omicron.

CGT EDUC'ACTION : Concernant la commande des masques FFP2 annoncée un peu plus tôt, avez-vous prévu de commander de différentes tailles ? Est-ce ciblé aux types de personnels ?

M. le SG : Je ne sais pas s'il y a différentes tailles, c'est une première commande nous verrons à la

livraison. Les masques que nous avons commandés sont ciblés pour les enseignants du 1^{er} degré.

Chef de la veille et sécurité sanitaire : Le masque FFP2 est adaptable à tous les visages adultes.

CGT EDUC'ACTION : Serait-il possible d'avoir un stock de masques dans les établissements pour remplacer régulièrement ceux usés des élèves ?

Il y a-t-il des masques adaptés pour les enseignants du 1^{er} degré, un masque qui facilite l'apprentissage et la tenue des cours ?

M. le Recteur : Oui pour le stock dans les établissements. Nous avons des masques inclusifs prévus pour les enseignants travaillant avec les élèves en situation de handicap.

CGT EDUC'ACTION : Sur le recrutement, nous savons que c'est difficile voire impossible de trouver des viviers dans l'immédiat. Nous déplorons qu'il n'y ait pas eu d'anticipation. Depuis l'année dernière, on exigeait la création de postes AED, à la rentrée cela n'a pas été fait. Et là, à la dernière minute, vous proposez des AED covid qui seront en poste après la « cinquième vague » et seulement pour une durée de 3 mois ! Nous pensons que le déblocage des heures n'est pas la solution. Nous proposons de recruter des AED à temps complets et qu'ils aient un statut pérenne.

Qu'en est-il du recrutement d'un médecin ?

M. le SG : Le contrat de travail est signé, nous aurons un médecin à plein temps dans l'académie à partir du 01 février 2022.

Pour les visites médicales des élèves, un médecin vacataire est actuellement à Dzoumogne jusqu'au 04 février 22. Un autre médecin vacataire viendra début février 22 pour 3 semaines pour les visites des élèves des autres établissements.

Concernant le remplacement, nous sommes très souples sur les AED. Il y a quelques mois, les chefs d'établissements avaient la possibilité d'augmenter les quotités de travail des AED. Avec les moyens supplémentaires acquis, nous aurons la possibilité d'augmenter les quotités des AED, de recruter des nouveaux AED, de permettre aux AED de faire des heures supplémentaires.

Partie 2 : Points soumis au vote :

Approbation du PV CHSCT-A du 23/03/21,16/04/21,12/05/21 et 23/08/21

Observation :

FSU : Le délai de transmission des PV est trop long.

M. le Recteur : Effectivement, dorénavant les PV seront transmis dans un délai raisonnable.

PV CHSCTA de la séance du 23 mars 2021

- VOTANTS : 6
- POUR : 6(4 FSU, 1 CGT EDUC'ACTION 1 FO)
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

PV CHSCTA de la séance du 16 avril 2021

- VOTANTS : 6
- POUR : 6(4 FSU, 1 CGT EDUC'ACTION 1 FO)
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

PV CHSCTA de la séance du 12 mai 2021

- VOTANTS : 6
- POUR : 6(4 FSU, 1 CGT EDUC'ACTION 1 FO)
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

PV CHSCTA de la séance du 23 août 2021

- VOTANTS : 6
- POUR : 6(4 FSU, 1 CGT EDUC'ACTION 1 FO)
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

Organisation de la visite du collège de Dembéni et du lycée de Kahani

M.DRH : En raison de mes contraintes calendaires, je propose de visiter le collège de Dembéni le 03 février et celui du lycée de Kahani le 09 février. Souhaitiez-vous que nous procédions au vote ?

FSU : Pas nécessaire de faire un vote.

CGT EDUC'ACTION : Lors de la dernière visite de Koungou, nous avons annoncé une visite courant le mois de février. Nous devons rajouter la visite du Collège de Koungou dans la liste.

M. Recteur : Il est proposé de visiter ces 3 établissements. Et d'organiser avant les vacances scolaires, une réunion CHSCT dédiée à la restitution des visites et un suivi des actions entreprises.

➤ **Visite Collège de Dembéni**

Date de la visite ; 03/02/22

Membre de la délégation : CGT :1(M.DEZILE) ; FSU :1(à communiquer) ; Administration :1 (DRH)

➤ **Visite Collège de Koungou**

Date de la visite ; 07/02/2022

Membre de la délégation : CGT :1(M. DEZILE) ; FSU 1(M. MARIAN) ; Administration :1(RH de proximité)

➤ **Visite Collège de LPO de Kahani**

Date de la visite ; 09/02/22

Membre de la délégation :

CGT : 1(Mme VERNET) ; FSU : 1(M. VANDEWELD) ; Administration : 1 (DRH)

FSU : Nous allons nous concerter en interne et nous communiquerons notre représentant pour chaque visite.

Les points organisationnels ci-dessus ont été adoptés à l'unanimité

- VOTANTS : 6
- POUR : 6(4 FSU, 1 CGT EDUC'ACTION 1 FO)
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

Questions diverses

FSU : Concernant l'EPS, pourriez-vous intervenir auprès des services en charge des sports du département afin que les gymnases de Pamandzi et de Labattoir soient ouverts. Ces 2 gymnases sont fermés depuis la rentrée.

M. le Recteur : Cette demande a été remontée aux services concernés, nous relançons.

FSU : Tant mieux concernant votre annonce sur la couverture importante de capteur de CO2. Dans notre établissement, nous négocions pour essayer d'avoir des nacos et des brasseurs d'air qui fonctionnent. Les salles ne sont pas aérées convenablement pour un enseignement au minimum confort.

Concernant les coupures d'eau qui deviennent de plus en plus fréquentes, serait-il possible de notifier aux chefs d'établissements de s'assurer qu'il y ait systématiquement des réserves d'eau dans les établissements ?

Enfin, la violence a repris sur Petite terre, dans les installations sportives et dans les établissements scolaires.

M. le Recteur : Nous ferons un point avec les chefs d'établissements pour les réserves d'eau. Concernant la reprise des actes de violences en milieu scolaire, nous nous sommes rendus sur Petite Terre récemment pour apporter des solutions.

FO : J'aimerais aborder la situation de Monsieur [REDACTED] professeur en Lettres modernes au collège de M'Gombani.

M. le Recteur : Si vous souhaitez accompagner l'agent, je vous propose de prendre l'attache du DRH.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 h 31.

La secrétaire de séance

Le secrétaire adjoint de séance

Le recteur

Soalaza LE BERRE



Bruno DEZILE



Gilles HALBOUT





**REGION ACADÉMIQUE
MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CHSCT-A

Jeudi 21 janvier 2022

Nom	Présent	Absent	Excusé	Émargements
Représentants de l'administration				
M.HALBOUT Gilles ou son représentant	X			
M.GRATIANETTE Dominique	X			
M.BERNARD Sébastien	X			
Représentans conseillers				
Mme LE ROHELLEC Alexandra				
M.DUCAFFY Philippe				
M.MEYRIER Martin	X			
Mme SEJALON Véronique				
Représentants de la FSU (Membres)				
M.RAKOTONDRAVELO Rivomalala	X			
M.NOURI Henri	X			
M.VANWEYDEVELD Paul	X			
Mme DORVILLE Rolande	X			
M.HARIBOU Abdou				
Représentants de la FSU (Suppléants)				
M.ALI Ambdoul				
Mme HASSANI Sabrina				
M.GROSGER Eric	X			

M.MARIAN Didier	X			
M.OUSSENI Asuhabidine				
<i>Représentants de la CGT(Membres)</i>				
M.DEZILE Bruno-Roger	X			
<i>Représentants de la CGT(Suppléants)</i>				
Mme VERNET Stéphanie				
<i>Représentants de la FO(Membres)</i>				
M.TADJIDINI Indaroussi	X			
<i>Représentant de la FO(Ssuppléants)</i>				
OUSSENI Silahi				
UNSA DRAJES				
M,GENGEMBRE Jacques	X			
CFDT DRAJES				
M.DE PERCIN Thierry				



Déclaration Liminaire CGT Educ'action Mayotte

CHSCT-A du vendredi 21 Janvier 2022

La mobilisation des personnels du 13 janvier 2022 a été exceptionnelle que ce soit en termes de taux de grévistes et nombre de manifestant-es sur tout le territoire.

Des années de politiques d'austérité ont mis à mal les services publics, comme celui de la santé ou de l'Éducation, et la crise sanitaire n'a fait que mettre en exergue ce phénomène, provoquant l'exaspération des collègues se retrouvant seul-es face à l'incurie du gouvernement.

Face à la forte mobilisation, les miettes concédées par le gouvernement indiquent sa fébrilité face au mouvement des personnels. Mais Il n'est pas envisageable d'en rester là.

En effet, les mesures annoncées ne répondent ni à la désorganisation actuelle de l'École ni aux revendications portées depuis de très nombreuses années par les personnels et les organisations syndicales sur l'amélioration pérenne des conditions de travail et d'étude des élèves.

En outre, les réformes Blanquer et Parcoursup de tri social des élèves et de destruction des libertés pédagogiques continuent de casser le sens même de nos métiers. Enfin, le gouvernement ne répond absolument pas à la question salariale pourtant majeure pour l'ensemble des personnels.

La CGT Educ'action Mayotte continue d'exiger un plan d'urgence pour ce territoire avec la création immédiate, massive et pérenne de postes de toutes catégories de personnel et des revalorisations salariales à la hauteur de nos qualifications et de notre investissement. La vraie mesure pour le bien-être des élèves et faire face à la violence et aux virus, c'est de classer la totalité du territoire de Mayotte en zone REP+.

C'est pourquoi, la CGT Educ'action appelle l'ensemble des personnels à construire une grande mobilisation et à être en grève le 27 janvier, jour de mobilisation interprofessionnelle, en convergence avec les autres secteurs, pour les salaires, les pensions et l'emploi.

Bruno DEZILE pour la CGT Educ'action